



RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'HEBERGEMENT ET DU LOGEMENT**

N° Spécial

29 Novembre 2018

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
N° Spécial DRIHL du 29 Novembre 2018

SOMMAIRE

Arrêté	Date	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'HEBERGEMENT ET DU LOGEMENT	Page
DRIHL/SHRU N° 2018-112	28.11.2018	Arrêté préfectoral prononçant la fin de la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016 pour la commune d'Asnières-Sur-Seine.	3

DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'HEBERGEMENT ET
DU LOGEMENT

Arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2018-112 du 28 novembre 2018 prononçant la fin de la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016 pour la commune d'Asnières-Sur-Seine

LE PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

VU le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9-2 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 210-1, L.422-2 et R.422-2 ;

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures relatives à la cohésion sociale ;

VU la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU l'arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2017-095 du 8 décembre 2017 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016 de la commune d'Asnières-Sur-Seine ;

VU le courrier du Préfet en date du 27 novembre 2018 informant la commune d'Asnières-sur-Seine de son bilan triennal anticipé pour la période 2017-2019 ;

VU le courrier du Maire d'Asnières-sur-Seine du 27 novembre 2018 validant le bilan triennal anticipé pour la période 2017-2019 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.302-8 du Code de la construction et de l'habitation, l'objectif de réalisation de logements sociaux de la commune d'Asnières-sur-Seine pour la période triennale 2017-2019 était de 528 logements ;

CONSIDERANT qu'en application du même article, le nombre d'agrèments ou de conventionnements de logements sociaux de la commune d'Asnières-sur-Seine pour la période 2017-2019 devait comporter 30 % au plus de logements financés en PLS, et 30 % au moins de logements financés en PLAI ;

CONSIDERANT que le bilan anticipé sur les années 2017-2018 fait état d'une réalisation globale de 556 logements sociaux, soit un taux de réalisation de l'objectif triennal de 105,3 %

CONSIDERANT que le bilan anticipé sur les années 2017-2018 fait état d'une réalisation de 160 logements financés en PLAI, soit 30 % des 533 logements agréés ou conventionnés sur cette période, et de 162 logements financés en PLS, soit 30 % des 533 logements agréés ou conventionnés sur cette période ;

CONSIDERANT le respect des obligations triennales de la commune d'Asnières-sur-Seine pour la période 2017-2019 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral DRIHL-SHRU n°2017-095 du 8 décembre 2017 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2014-2016 pour la commune d'Asnières-Sur-Seine, est abrogé.

Article 2 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine et la Directrice de la Direction Régionale et Interdépartementale de Hébergement et du Logement des Hauts-de-Seine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Le Préfet des Hauts-de-Seine

Pierre SOUBELET

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise situé 2-4, boulevard de l'Hautil 95 027 CERGY-PONTOISE. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet)

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination des Politiques Interministérielles
et Ingénierie Territoriale

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>